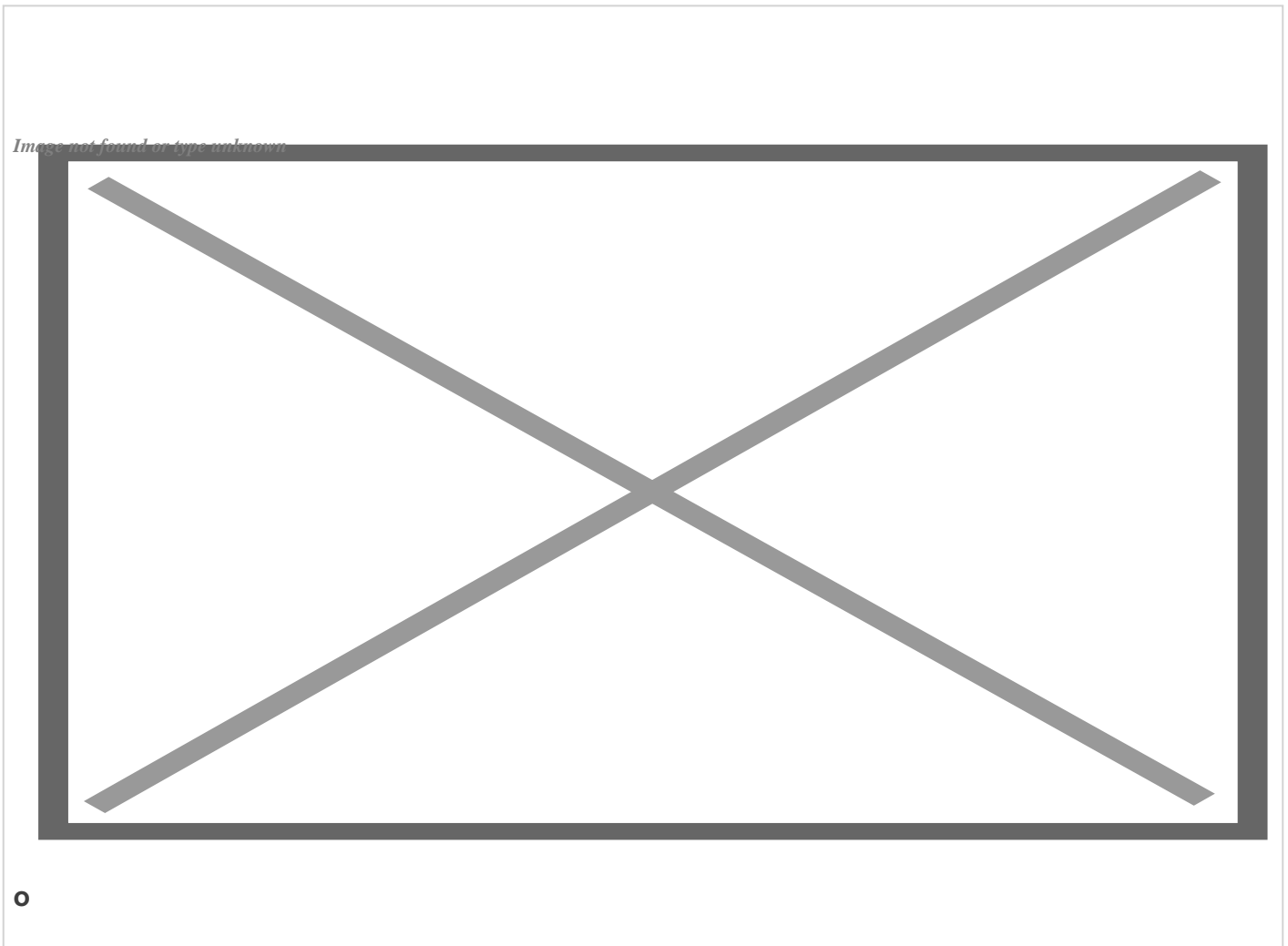


Le président de l'Équateur est accusé pour le scandale Pandora Papers



Quito, 6 octobre (RHC) L'ancien candidat du Parti Pachakutik à la présidence de l'Équateur, Yaku Pérez a déposé aujourd'hui une plainte contre le président, Guillermo Lasso, pour son implication dans l'enquête journalistique Pandora Papers.

Le politicien et dirigeant indigène s'est adressé au Procureur général de l'État pour remettre sa demande formelle d'ouverture d'une enquête contre Lasso, l'un des trois dirigeants latino-américains figurant sur une liste de personnalités internationales avec des sociétés offshore et des comptes dans des paradis fiscaux.

Selon Pérez, le chef de l'État pourrait avoir commis le délit de fraude ou d'évasion fiscale, établi par le Code organique pénal intégral.

Dans le monde, 427 milliards de dollars sont perdus à cause de l'évasion fiscale. C'est ce que dit l'Alliance Mondiale, documentée', a assuré dans des déclarations aux médias.

Il a également cité un rapport publié en novembre 2020 par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), selon lequel, en Équateur, plus de la moitié de l'impôt sur le revenu et sur la valeur ajoutée ne serait pas payé, ce qui représente 7 % du produit intérieur brut par an.

Il a ajouté que le rapport Pandora Papers, qu'il considère comme un rapport monumental, est la goutte qui a fait déborder le vase.

'Nous, les Équatoriens, nous avons honte du fait que le président de notre pays se trouve parmi les premières figures des leaders mondiaux qui évadent les impôts', a-t-il affirmé.

Dans sa plainte, il exige que le Parquet demande au Service des Impôts Internes tous les mouvements financiers et paiements d'impôts de Laso et de ses proches parents depuis 2013, quand il a présenté sa première candidature à la présidence.

'Si elle est transparente, toutes les informations doivent être transparentes depuis 2013, pas seulement la récente, bien qu'elle admette avoir fait un trust', a-t-il ajouté.

Selon l'enquête journalistique, réalisée par le Consortium international des journalistes d'investigation, le dirigeant a eu au moins 14 sociétés dans des lieux considérés comme des paradis fiscaux, et avant de devenir candidat à la présidence en 2017, il s'est débarrassé d'au moins 11.

Pour sa part, le président sur le fait qu'il n'a commis aucun délit car, comme le reconnaît le rapport Pandora Papers, ces sociétés ont été dissoutes, et avec les trois autres, il a exclu toute relation.

La dénonciation s'ajoute à des demandes similaires du groupe législatif de l'Union pour l'Espoir et à des critiques sur les réseaux sociaux contre le chef l'État.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/272870-le-president-de-lequateur-est-accuse-pour-le-scandale-pandora-papers>



Radio Habana Cuba